

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Vaccination des soignants :

Alors qu'une proposition de loi sur le sujet revient à l'Assemblée nationale, la FHF rappelle son soutien à l'obligation vaccinale et dénonce les violences qui persistent localement

Alors qu'une proposition de loi sur la réintégration des soignants non-vaccinés devrait être examinée à l'Assemblée Nationale le 24 novembre, la FHF souhaite réaffirmer son soutien au principe général de la vaccination obligatoire pour les professionnels de santé.

Dès le début de la crise sanitaire, la FHF a appelé à rendre obligatoire pour les professionnels de santé la vaccination COVID. Ce principe se justifie pour protéger les patients et les équipes hospitalières et vient élargir le tableau vaccinal des professionnels de santé.

Dans ce contexte, et même si le sujet est moins présent au sein d'une actualité dense, la FHF rappelle que pas moins de quatre vagues COVID ont frappé le pays depuis le début de l'année avec, à chaque fois, plusieurs milliers d'hospitalisations, dont environ 85% ont eu lieu à l'hôpital public.

D'un point de vue global, la FHF souligne que la question de la vaccination des soignants est loin d'être nouvelle. Les professionnels doivent respecter un principe de vaccination obligatoire contre la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite et l'hépatite B.

Dans l'attente du nouvel avis de la Haute Autorité de Santé (HAS), saisie par le ministre de la Santé et de la Prévention, **la FHF estime que la réintégration des soignants non-vaccinés ne devrait, à son sens, pas être à l'ordre du jour**, ce pour des raisons éthiques, de santé publique et de protection au travail.

Enfin, la FHF dénonce avec force les violences et dégradations injustifiables qui persistent localement sur ce sujet, notamment en Guadeloupe, et apporte son soutien aux équipes.

Arnaud Robinet, président de la FHF, rappelle : « *Il faut ramener le débat à sa juste place, **nos enquêtes chiffrent à 4 000, dont environ 500 infirmiers, le nombre de professionnels suspendus sur un total de 1,2 million d'agents. Ce n'est pas avec cette mesure, susceptible de créer des tensions sur le terrain, que l'on va régler le problème de ressources humaines qui affecte nos établissements depuis des années. Sur ce sujet, nous avons besoin de cohérence, de continuité et d'apaisement*** ».

Aussi, la FHF appelle les parlementaires à rester vigilants sur ce sujet et à ne pas céder à une fausse bonne idée qui enverrait un **très mauvais signal aux personnels hospitaliers vaccinés qui sont, eux, tout à fait défavorables à ces réintégrations**.

Contacts presse : Havas – communicationfhf@havas.com